



Forum
Global
sur la Sécurité
Alimentaire
et la Nutrition

L'avenir de l'agriculture familiale: autonomisation et égalité des droits des femmes et des jeunes

Synthèse de la discussion n° 104

Du 9 juin au 7 juillet 2014



Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

A propos de ce document

Ce document est le compte rendu de résultats de la discussion virtuelle: «L'avenir de l'agriculture familiale: autonomisation et égalité des droits des femmes et des jeunes», qui a eu lieu sur le Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et le Nutrition (www.fao.org/fsnforum/fr) du 9 juin au 9 juillet 2014.

La synthèse ci-après a pour but de donner aux lecteurs un aperçu général de la discussion, y compris la liste de toutes les références présentées par les participants.

Pour une vision plus intégrale, veuillez consulter le site internet de la discussion:
www.fao.org/fsnforum/fr/forum/discussions/nutrition-education

Avertissement

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO. Le terme «pays», tel qu'il apparaît dans le texte, se réfère sans aucune distinction à des pays, territoires et zones.



Table des matières

Panorama général	2
Les obstacles qui empêchent les jeunes et les femmes de se réaliser avec succès comme agriculteurs	3
Que peut-on faire?	4
Construire une image positive de l'agriculture	4
Assurer l'accès au crédit aux agricultrices et aux jeunes agriculteurs	5
Investissements en infrastructure et technologies	5
Valeur accrue du produit alimentaire	6
Organisations de femmes	6
Nécessité d'une approche inclusive	7

Panorama général

Les participants à la discussion se sont entendus sur le fait que les jeunes et les femmes des pays en développement ainsi que des pays développés se heurtent à de nombreux obstacles pour s'intégrer avec succès au secteur agricole.

Les jeunes constituent un groupe défini en fonction de critères générationnels, alors que les femmes constituent un segment plus vaste présent dans toute la population rurale; toutefois, ces deux groupes rencontrent des obstacles similaires, notamment pour acquérir les connaissances nécessaires, accéder au crédit ou, tout simplement, en raison de leur manque d'intérêt pour les activités agricoles. La discussion a toutefois fait ressortir des différences substantielles entre les raisons qui expliquent la marginalisation des femmes et des jeunes dans les activités agricoles.

Les agricultrices sont déjà des agents importants dans le domaine de l'agriculture, mais elles continuent de faire l'objet d'une discrimination généralisée. Malgré la quantité considérable de travail apporté par les femmes rurales aux activités agricoles dans les pays industrialisés et en développement, elles sont souvent privées de toute participation aux décisions adoptées en matière d'agriculture et de finances. Dans de nombreux pays, les agricultrices n'ont pas encore les mêmes droits que les hommes qui leur permettraient d'être considérées comme chefs de l'exploitation ou d'être acceptées, sur le plan juridique, comme propriétaires des terres et des entreprises.

Les participants ont estimé que le soutien à accorder aux agricultrices doit s'insérer dans le cadre d'une plus grande égalité entre les sexes dont l'élément-clé est leur autonomisation pour acquérir les capacités et les droits d'agir en tant que dirigeantes et entrepreneures de l'agriculture familiale.

Par ailleurs, les jeunes doivent recevoir des incitations pour reprendre les activités agricoles, et faire l'objet d'une discrimination positive, notamment en termes de soutien public et de volonté de participer aux activités agricoles.

Les obstacles qui empêchent les jeunes et les femmes de se réaliser avec succès comme agriculteurs

Les participants ont signalé que, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, l'agriculture est souvent considérée comme une activité du passé, pauvre et retardataire. Les personnes qui travaillent dans l'agriculture ont une image négative dans le public en général, et en particulier parmi les jeunes. Les activités agricoles sont généralement considérées comme réservées aux personnes moins scolarisées. L'agriculture est parfois perçue comme une sorte de peine à des travaux manuels, car, dans de nombreux pays, les activités agricoles sont utilisées dans les écoles et dans les prisons comme punition en cas d'indiscipline. Cette perception existe également dans des pays les plus riches où le revenu des agriculteurs est souvent nettement inférieur à celui d'activités comparables dans d'autres secteurs. Cette perception entre en conflit avec le souhait généralisé des populations jeunes de se moderniser et de mener une vie prospère dans les villes. Les jeunes ne semblent pas disposés à attendre des bénéfices marginaux d'un travail agricole ardu et acceptent souvent des emplois mal rémunérés dans les villes plutôt que de rester dans les fermes.

L'image négative de l'agriculture peut être si généralisée que les parents et la famille ne voient pas l'agriculture comme une activité qui permettra à leurs enfants d'accéder à un meilleur niveau de vie, raison pour laquelle ils les encouragent à chercher du travail dans les villes.

En raison de l'exode des hommes qui abandonnent l'agriculture pour s'établir dans les villes, les femmes ont l'occasion de les remplacer dans ce secteur, ce qui conduit à une féminisation de la main-d'oeuvre agricole. Si la féminisation n'est pas en soi indésirable, les femmes qui travaillent dans l'agriculture sont souvent inhibées et faiblement qualifiées. Elles ne sont pas propriétaires des terres et représentent souvent une main-d'oeuvre résiduelle.

Outre les difficultés qui peuvent empêcher les femmes et les jeunes de participer de façon positive à l'agriculture, les participants ont signalé une série de problèmes et d'obstacles qui ne permettent pas à ceux qui travaillent déjà comme agriculteurs de développer pleinement leur potentiel et d'avoir du succès dans ce secteur.

Le manque d'accès à des terres cultivables, au crédit ainsi que l'exclusion de la prise de décision familiale sont des problèmes que rencontrent les femmes et les jeunes qui souhaitent réaliser de façon positive une activité agricole. La discrimination dont font l'objet les jeunes et les femmes qui sollicitent des prêts formels et informels, qui s'explique souvent par leurs difficultés à fournir des garanties, peut décourager ces groupes et les dissuader d'exercer des activités agricoles.

Le manque de services de formation et de vulgarisation, l'incapacité d'avoir accès aux technologies et à des intrants comme les semences et des engrais ont également été signalés au cours de la discussion comme de sérieux obstacles à la réalisation, par les jeunes et par les femmes, d'activités agricoles réussies et durables.

En outre, la productivité des agricultrices souffre de leur disponibilité limitée pour le travail et des exigences concurrentes de leurs responsabilités familiales, du travail à la ferme et des responsabilités communautaires. Ces difficultés peuvent empêcher les agricultrices de progresser dans la chaîne de valeur. En fait, les femmes sont surtout présentes dans les travaux agricoles, mais leur participation à la commercialisation, à l'industrie agroalimentaire et à d'autres possibilités de valeur ajoutée reste limitée. Ce problème est encore exacerbé par le fait qu'elles

ne participent pas aux processus de prise de décision de leurs familles, des clans, des villages et de la société en général.

En Côte d'Ivoire, par exemple, les jeunes commencent à s'affirmer et à retirer des profits économiques grâce aux revenus de l'exploitation agricole des plaines, alors que les femmes sont en majorité engagées comme travailleuses agricoles par ces mêmes jeunes hommes. Même si cette activité est rémunérée, leur situation reste vulnérable et elles continuent de dépendre de ces jeunes agriculteurs.

Que peut-on faire?

Les participants se sont accordés à reconnaître qu'il n'existe pas de solution unique pour incorporer ces aspects démographiques à l'agriculture, mais que, néanmoins, beaucoup peut être fait.

Construire une image positive de l'agriculture

La perception négative sous-jacente de l'agriculture doit être combattue de façon efficace avec un plus grand nombre de programmes agricoles encourageant les jeunes à participer à l'activité agricole.

Il est essentiel, pour accroître la participation dans ce secteur, d'éduquer les éventuels agriculteurs et la société en général quant à la valeur de l'agriculture et de véhiculer le message selon lequel l'agriculture est une profession économiquement viable. Les participants ont souligné qu'il est fondamental de renforcer la formation en vulgarisation agricole pour garantir la productivité et le succès financier des femmes et des jeunes qui se consacrent à l'agriculture. Selon un participant, «[...] Pour les jeunes agriculteurs[...], il est essentiel de présenter le secteur agricole comme quelque chose d'attrayant et de garantir une éducation professionnelle et une formation agricole largement disponibles, accessibles, intéressantes et abordables.

Les participants ont également souligné que l'information et la formation données aux jeunes agriculteurs potentiels doivent porter sur l'agriculture à petite échelle et favoriser la continuation de l'agriculture familiale, plutôt que se centrer uniquement sur des connaissances qui sont mises à profit par l'agriculture intensive ou à grande échelle. Cette formation devrait incorporer les enseignements relatifs aux connaissances traditionnelles et aux compétences domestiques afin de créer des produits à valeur ajoutée destinés à la vente. Le renforcement du rôle des agriculteurs dans la conservation écologique, la préservation de la biodiversité et l'échange de connaissances dans le domaine de l'agriculture entre les générations est un aspect important qui doit être présent dans la formation offerte à l'école ainsi que dans les services de vulgarisation.



Soutenir les jeunes agriculteurs au sein de l'Union européenne

Le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA) est une organisation européenne représentative des jeunes agriculteurs de toute l'Union qui travaille exclusivement sur des programmes et des initiatives visant à renforcer le rôle des jeunes dans l'agriculture ainsi que les possibilités, pour les jeunes, de s'intégrer au secteur agricole. Cette action inclut des réunions fréquentes avec des responsables de politiques et d'autres parties prenantes sur le thème des jeunes dans l'agriculture, ainsi que des présentations et des conférences sur le sujet et des débats internes pour trouver les meilleures solutions possible aux problèmes qui se posent à la fois sur le terrain et dans l'arène politique de Bruxelles.

Pour tenter d'attirer davantage de femmes dans les filières agricoles et dans les zones rurales, le CEJA participe actuellement au projet de mentorat MWE : *Mentoring Women for Entrepreneurship*. Cette initiative a pour but de créer de nouveaux cours de formation et réseaux sociaux s'adressant aux femmes de zones rurales pour encourager et orienter l'esprit d'entreprise des jeunes femmes de communautés rurales et ainsi améliorer leur statut social et professionnel ainsi que l'égalité des droits entre les sexes dans toute l'Europe.

Assurer l'accès au crédit aux agricultrices et aux jeunes agriculteurs

Durant la discussion, les participants ont mentionné que les jeunes et les femmes vont probablement rencontrer de sérieux problèmes pour avoir accès aux crédits dont ils ont besoin pour investir dans leurs activités agricoles. Le crédit est souvent lié à la disponibilité de garanties, généralement des terres, que les jeunes ne possèdent pas. La même difficulté s'applique aux femmes qui n'ont parfois pas le droit de posséder des terres et sont donc dans l'impossibilité d'accéder à un crédit, quel qu'il soit. Dans ce contexte, les participants ont souligné l'importance d'élaborer et d'offrir des paquets financiers appropriés qui répondent aux besoins de ces groupes.

Investissements en infrastructure et technologies

Les participants ont également fait référence à la responsabilité des gouvernements de doter les zones rurales d'infrastructures et de technologie pour contribuer à dissuader la migration excessive vers les villes. En améliorant les liens entre les agriculteurs et les marchés, l'agriculture peut devenir une activité plus attirante et plus rentable, au-delà de l'agriculture de subsistance.

Pour attirer les investissements, il est indispensable que le panorama politique soit stable, car l'amortissement des investissements se fait sur plusieurs années. Les participants ont proposé de mener à bien une action politique qui aide les pays à élaborer des politiques à plus long terme pour créer un environnement favorable aux investissements.

Ces investissements doivent prendre en compte les intérêts des agriculteurs, et en particulier des groupes les plus vulnérables comme les femmes et les jeunes, et leur être bénéfiques. En outre, cet investissement doit être clairement ciblé sur l'agriculture familiale, étant donné l'importance de ces activités de type familial pour la sécurité alimentaire, la stabilité sociale et de l'environnement, ainsi que pour les moyens d'existence de la population rurale. Il faut

également garantir le contrôle des agriculteurs sur les ressources, les terres et l'eau requises pour la production (compte tenu, en particulier, du statut juridique fragile des femmes des zones rurales) et construire, dans le même temps, de solides marchés pour commercialiser les produits agricoles.

Les participants à la discussion ont également souligné l'importance des TIC pour contribuer à la modernisation de l'agriculture et à la rendre plus attrayante pour les plus jeunes. L'utilisation de technologies de l'information pour collecter des informations de prix, accéder aux techniques agricoles et surtout, atténuer l'éloignement des communautés agricoles des grands centres urbains a été définie comme un élément important pour faire de l'agriculture un choix de moyen d'existence plus intéressant et prometteur.

Valeur accrue du produit alimentaire

Étant donné la forte attraction économique que les villes exercent sur la population rurale, les participants ont estimé qu'il est de la plus haute importance que toutes les mesures proposées permettent aux agriculteurs et aux familles d'agriculteurs de retenir une plus grande valeur des denrées alimentaires produites. L'agroécologie et la prise de conscience croissante de l'importance des habitudes alimentaires saines ont été définies, par les participants, comme un changement important pour les producteurs qui devraient permettre aux produits à forte valeur ajoutée de gagner une part substantielle de marché. Pour ce faire, il conviendrait d'élaborer de nouveaux projets visant à réunir les jeunes consommateurs et les jeunes producteurs.

De même, il est important de promouvoir l'autonomisation économique des femmes en encourageant leur participation aux activités économiques rentables. À cet effet, les participants ont suggéré d'accroître les activités de transformation des produits agricoles, de promouvoir la préparation des aliments, leur mise en conserve, leur fabrication artisanale ou d'autres activités. Outre le fait d'accroître les revenus du ménage, une participation plus active des femmes dans la chaîne alimentaire leur permettrait d'améliorer leur position dans la promotion de la sécurité alimentaire locale et leur poids dans le processus de décision.

Cependant, pour favoriser une meilleure inclusion des agricultrices et des jeunes agriculteurs à l'ensemble de la chaîne de production d'aliments, il faudra mener des recherches visant à élaborer de nouveaux produits à valeur ajoutée répondant aux besoins de l'agriculture familiale. Ceux-ci devront ensuite être soutenus par des politiques et des stratégies qui conduisent à l'ouverture et au maintien des voies de commercialisation à l'échelle locale, régionale et nationale.

Organisations de femmes

De nombreux participants ont estimé que les femmes qui travaillent dans l'agriculture peuvent consolider leur position vis-à-vis de la société, des autorités et des institutions financières en s'organisant en coopératives ou selon d'autres modalités d'organisation collaborative. Les participants ont donné des exemples de femmes qui dirigent de grandes organisations agricoles, contribuant ainsi à une plus grande visibilité des femmes dans l'agriculture. D'autres organisations, comme Ladies in Agriculture Club au Royaume-Uni aident les agricultrices à nouer des liens les unes avec les autres, alors qu'en Jamaïque, le Réseau des productrices rurales organise chaque semaine des repas où les agricultrices peuvent cuisiner et se réunir.



L'Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM)

Au Malawi, l'Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM) aide les petits exploitants en général, et les agricultrices en particulier, à adhérer à ou à créer des associations d'agriculteurs pour pouvoir tirer parti des économies d'échelle dans l'achat des intrants et des services dont ils ont besoin. Par l'intermédiaire des associations, les membres peuvent acheter des intrants à meilleur prix et consolider leurs produits de façon à renforcer leur pouvoir de négociation auprès des acheteurs. En outre, les acheteurs sont disposés à rapprocher leurs marchés des agriculteurs, car ils sont sûrs de pouvoir accéder aux produits dont ils ont besoin en vrac. Ce système est bénéfique à tous les agriculteurs, mais en particulier aux agricultrices, car, à la différence de leurs homologues masculins, celles-ci ont moins d'options et de possibilités de vendre leurs produits en raison des contraintes de temps et de travail évoquées plus haut.

Nécessité d'une approche inclusive

Tout au long de la discussion, les participants ont voulu souligner le fait que, pour faire une différence notable en faveur des femmes et des jeunes dans le rôle dans l'agriculture, la conversation doit faire participer ceux qui vont bénéficier des interventions et des politiques. Il n'y a pas grand-chose à attendre si ces processus ne sont pas inclusifs. Dans le même temps, ces thèmes ne doivent pas seulement être abordés entre les groupes intéressés, mais aussi au sein de la société tout entière, y compris et surtout, avec les autorités.



Soutenir les jeunes agro-entrepreneurs en Malaisie

Le Programme pour jeunes agro-entrepreneurs géré par le ministère de l'Agriculture et de l'agro-industrie s'adresse spécifiquement aux jeunes agents de moins de 40 ans. Ce programme est conçu pour aider et encourager la participation de jeunes gens comme chefs d'entreprises agricoles. Il vise toutes les activités de la chaîne de valeur agricole telles que les cultures, le bétail, les pêches, la commercialisation, la technologie et l'innovation, ainsi que certains projets spéciaux comme l'agrotourisme et les agro-industries.



Soutenir les agricultrices au Japon

JA-Group, une association de 700 coopératives agricoles du Japon, possède 2000 marchés agricoles qui permettent aux agricultrices de vendre leurs produits agricoles et artisanaux et d'obtenir ainsi des revenus agricoles. Il existe en outre 16.800 marchés agricoles au Japon, y compris les marchés appartenant aux gouvernements locaux, où ont été écoulés des produits pour une valeur de 8,6 milliards de dollars en 2010, ce qui constitue un revenu direct pour les agriculteurs, après déduction de 15 % de frais d'acquisition.



**Forum
Global**
sur la Sécurité
Alimentaire
et la Nutrition

Pour rejoindre le Forum FSN

allez sur le site www.fao.org/fsnforum/fr
ou contactez fsn-moderator@fao.org